

Femmes espagnoles émigrées dans la seconde moitié du XX^e siècle. Discours et vie quotidienne

Ana Fernández Asperilla

À la fin de la décennie 1950, le flux migratoire de l'Espagne vers l'Amérique était entré dans une phase de déclin définitif, au profit d'un nouveau processus migratoire en direction de l'Europe, dans lequel furent engagés deux millions d'Espagnols entre 1960 et 1973. Les principales destinations furent la France, l'Allemagne et la Suisse, mais les travailleurs espagnols prirent également, dans une moindre mesure, le chemin de la Belgique, de la Hollande, de l'Angleterre ou du Luxembourg. À l'exception de la France, où une colonie espagnole s'était formée entre le milieu du XIX^e siècle et la guerre civile espagnole, il s'agissait d'un phénomène nouveau en Europe¹.

Le cycle migratoire européen fut court : il commença au milieu des années 1950, atteignit sa phase de développement maximal dans la décennie suivante et prit fin brusquement, au milieu des années 1970. La crise économique internationale entraîna la fermeture des frontières en Europe face à l'arrivée de nouveaux travailleurs étrangers, et des politiques furent mises en place simultanément pour faciliter, d'une part, le retour des immigrés sans emploi dans leur pays d'origine et, d'autre part, le regroupement familial puisqu'il allait de soi que des émigrants allaient rester de façon définitive dans leur pays d'accueil. En Espagne, le Plan de stabilisation de 1959 marqua un jalon dans l'émigration, de sorte que les départs vers l'étranger augmentèrent à partir de 1961, tandis qu'une baisse brutale fut enregistrée au cours des deux années 1973-1974, coïncidant avec la crise énergétique internationale. L'activation du flux migratoire eut lieu en pleine expansion économique, c'est-à-dire au moment où les salaires et le niveau de vie augmentaient et où l'économie espagnole parvenait à mieux s'intégrer dans l'économie internationale².

La majorité des travailleurs qui entreprirent d'émigrer en Europe avait déjà vécu une première expérience migratoire intérieure. En Espagne, ils s'étaient déplacés de leurs villages d'origine vers les villes industrielles, et leur nouvelle expérience migratoire à l'extérieur prenait place dans un processus plus large, de mobilité du sud vers le nord de l'Europe. Ainsi, les émigrants venaient de pays qui avaient vécu ou vivaient sous des régimes dictatoriaux comme l'Italie, l'Espagne, le Portugal ou la Grèce, et

¹ Ana Fernández Asperilla, « La emigración como exportación de mano de obra. El fenómeno migratorio a Europa durante el Franquismo », *Historia Social*, n° 30, 1989, p. 63-81. José Babiano, Ana Fernández Asperilla, *La patria en la maleta. Historia social de la emigración española a Europa*, Madrid, Fundación 1° de Mayo, 2009.

² Margarita Vilar, « El mercado de trabajo como estrategia política del régimen franquista (1936-1975) », dans Joseba de la Torre et Gloria Sanz Lafuente (ed.), *Migraciones y conjuntura económica del franquismo a la democracia*, Zaragoza, Prensas universitarias de Zaragoza, 2008, p. 153-177.

rejoignaient des démocraties occidentales (60 % des immigrés qui vivaient dans l'Europe capitaliste au milieu de la décennie 1960, soit 4 200 000, étaient espagnols, portugais, italiens, grecs ou turcs)³. Ce phénomène eut lieu après la Deuxième Guerre mondiale, au sein d'un système de relations complexes de nature politique, diplomatique, économique et commerciale. Les travailleurs espagnols partageaient certains points communs, tels leur faible niveau de qualification ou leur implication dans certains secteurs économiques (la grande industrie, le bâtiment, l'hôtellerie, l'agriculture et le service domestique), bien qu'il y eût des différences et une certaine spécialisation en fonction des pays de destination⁴. Les Espagnols accédaient à des emplois à faible qualification technique, mal rémunérés et souvent évités par la main-d'œuvre locale. Par ailleurs, les émigrants aspiraient à un séjour relativement bref hors d'Espagne, qui leur permettrait d'accumuler les économies suffisantes pour rentrer chez eux, devenir propriétaire de leur logement et monter un négoce familial. Ainsi leur vie tournait-elle autour du travail, des économies et du retour au pays⁵. Dans la vie quotidienne des émigrants, le loisir et la formation furent marginaux, tandis que l'opposition au franquisme et la politique prirent plus de relief que ce que l'on croyait. C'est grâce à un travail intense – d'arrache-pied – fait d'efforts et d'heures de labeur que les économies nécessaires étaient réunies. Le cumul d'emplois et l'allongement des journées de travail grâce à l'accomplissement d'heures supplémentaires étaient donc habituels. La méconnaissance de la langue du pays d'accueil était un autre trait commun aux travailleurs espagnols. Elle devint un obstacle à leur accomplissement à l'étranger, générant une vie socio-culturelle axée sur la collectivité expatriée, l'idée d'Espagne et les organisations ethniques. Dans ce flux migratoire, les femmes étaient moins nombreuses que les hommes. Cependant, leur présence apparut déterminante dans la vie des communautés espagnoles des différents pays européens.

Il s'agit d'étudier ici la trajectoire des femmes espagnoles qui émigrèrent en Europe entre 1956 et 1975, c'est-à-dire entre les deux dates significatives que représentent en Espagne la création de l'Institut espagnol d'émigration (Instituto Español de Emigración) et la mort du général Franco. La fin de la dictature franquiste laissa place en Espagne à un autre cycle politique qui coïncida avec un changement d'orientation des directives migratoires européennes, marquées par la fermeture des frontières et par les politiques de retour, dont la répercussion sur le panorama migratoire espagnol fut notable. La vie quotidienne est l'axe central de cet article et nous nous intéresserons pour cette raison aux expériences quotidiennes que la majorité des Espagnoles partagèrent à l'étranger. Dans un premier temps, seront analysées puis comparées les visions de l'émigration féminine et masculine dans le pays de départ. Pour ce faire, il sera fait appel à des éléments propres aux discours du

³ Joseba de la Torre, Gloria Sanz Lafuente, « Emigración y coyuntura económica en Europa. 1950-1985 », dans Joseba de la Torre et Gloria Sanz Lafuente (ed.), *Migraciones y coyuntura económica del franquismo a la democracia*, cit.

⁴ José Babiano, « La question du travail : les immigrés espagnols en France durant les Trente Glorieuses », *Exils et migrations ibériques au XX^e siècle*, n° 2, 2006, p. 211-241, José Babiano y Sebastián Farré, « La emigración española a Europa durante los años sesenta. Francia y Suiza como países de acogida », *Historia social*, n° 42, 2002, p. 81-98.

⁵ Susana Alba Monteserín, « Trabajo, ahorro y retorno : la vida cotidiana de los emigrantes españoles en Europa », dans X. Amancio Liñares Giraut (coord.), *La emigración española en Europa en el siglo XX*, Vigo, Grupo Exterior, 2009, p. 95-115. Ana Fernández Asperilla, « Estrategias migratorias. Notas a partir del proceso de la emigración española a Europa (1959-2000) », *Migraciones & Exilios*, n° 1, 2000, p. 67-96.

gouvernement et de l'Église, car ces derniers furent chargés de la gestion des flux migratoires pendant le franquisme. Le caractère moral des déplacements féminins et les conséquences en matière de discrimination à l'emploi pour les femmes espagnoles à l'extérieur seront examinés. L'attention sera également portée aux sources et aux difficultés à obtenir les informations nécessaires sur les émigrantes, ainsi qu'aux conséquences au moment de déterminer leur rôle de premier plan dans les mouvements migratoires de la seconde moitié du XX^e siècle.

Dans un second temps, les trajectoires migratoires seront analysées à travers l'étude de l'insertion professionnelle des Espagnoles au sein des sociétés européennes d'accueil (en particulier dans le secteur du service domestique) et à travers celle de leur participation au syndicalisme des pays de destination. Puis, un autre aspect majeur de la trajectoire quotidienne des émigrées en Europe sera examiné : leur intérêt pour l'éducation des enfants. Dans ce domaine, les femmes réclamèrent une éducation permettant à leur progéniture de prospérer dans le pays d'accueil ou de rentrer en Espagne grâce à une connaissance de la langue et de la culture maternelles. Les expériences féminines dans les domaines professionnel et éducatif permirent aux femmes espagnoles d'accéder plus facilement à des expériences égalitaires, réelles et symboliques, impossibles sous l'Espagne de Franco, et de gagner de l'importance dans les collectivités expatriées. Enfin, seront suggérées quelques idées sur la façon d'aborder l'étude historique des migrations féminines et de défier ainsi les problèmes liés à l'invisibilité des femmes dans les sources historiques tout en améliorant notre connaissance sur le sujet des migrations.

Les discours de l'émigration féminine et masculine en Espagne et en Europe

Cette partie est consacrée à l'identification du discours sur les femmes émigrées qui se forgea dans les sociétés de départ et à sa comparaison avec celui sur l'émigration masculine. Nous rendrons compte également de l'existence d'un récit alternatif, élaboré dans les pays d'accueil, à partir des expériences des émigrées à l'étranger. Ce thème a suscité une très faible attention dans l'historiographie avant les années 1990⁶. D'une certaine façon, le désintérêt pour les émigrées fut symptomatique de leur faible visibilité sous la dictature franquiste et du rôle social secondaire que l'histoire leur avait accordé, en raison notamment des difficultés à trouver des données les concernant dans les statistiques ou les sources en général.

Les rares références aux émigrantes dans les documents administratifs, les discours des autorités espagnoles ou les matériaux des organisations des Espagnols à l'étranger étaient la preuve irréfutable de l'indifférence du franquisme à leur égard et

⁶ Danièle Bussy Genevois s'en plaint dans « Femmes en mouvement : remarques sur les Espagnoles dans l'émigration économique », *Exils et Migrations Ibériques au XX^e siècle*, n° 2, 1996, p. 117-126. Voir les articles sur les Espagnoles et l'émigration féminine dans : « Pour une histoire européenne des femmes migrantes. Sources et méthodes », *Sextant*, n° 21-22, 2004 et dans « Femmes exilées politiques », *Sextant*, n° 26, 2009. Philippe Rygiel, Natacha Lillo (dir.) *Images et représentations du genre en migration. Mondes atlantiques, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Publibook, 2007, et Philippe Rygiel, Natacha Lillo (dir.), *Rapports sociaux de sexe et immigration. Mondes atlantiques XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Publibook, 2006, Julio Hernández Borge et Domingo González Lopo, *Mujer y emigración. Una perspectiva plural. Actas del coloquio internacional*, Santiago de Compostela, USC, 2008. Voir également le recueil d'articles d'auteurs variés dans X. Amancio Liñares Giraut (coord.), *El protagonismo de la mujer en las corrientes migratorias españolas*, Vigo, Grupo España Exterior, 2009.

un indicateur du conservatisme de leur société d'origine. L'absence de leurs expériences dans les archives des pays d'accueil révélait également l'oubli dont elles furent l'objet dans les sociétés destinataires⁷.

Les émigrantes elles-mêmes eurent également intérêt à passer inaperçues dans leurs déplacements car les processus migratoires féminins défiaient le pouvoir et constituaient de ce fait une alternative au mariage pour ces femmes ; c'est pourquoi le gouvernement alimentait un discours négatif sur les femmes qui les entreprenaient. Parfois, la prudence dont faisaient preuve les femmes qui partaient était due au fait qu'elles étaient enceintes et célibataires ; ainsi fuyaient-elles les médisances de leur village d'origine et le contrôle social exercé par l'Église et la Phalange. Ce comportement n'était en rien nouveau car les Espagnoles avaient émigré en Amérique au XIX^e siècle pour des raisons similaires. La dissimulation des processus migratoires des Espagnoles fut favorisée parce qu'elles étaient souvent employées comme domestiques en Europe. Le fait de partager des espaces privés avec les familles qui les employaient exigeait donc d'elles qu'elles se conduisent avec discrétion.

C'est la version officielle sur les migrations féminines qui prévalut jusqu'à la décennie 1990, mais elle fut progressivement nuancée pour se voir remplacée par d'autres interprétations⁸. Au début, les historiens interprétèrent l'émigration des femmes comme relevant du seul désir de retrouver leurs familles : leurs époux, leurs fiancés, leurs enfants ou leurs parents. Autrement dit, il s'agissait d'une émigration familiale dont la dimension économique était absente, tandis que l'aspect matériel constituait le noyau des départs masculins. Les hommes étaient les émigrants par excellence et avaient une importance primordiale, tandis que les femmes jouaient le rôle de compagnes, apparaissant ainsi secondaires dans les processus migratoires des deux dernières décennies du franquisme.

L'industrialisation de l'Europe d'après-guerre contribua, à partir des années 1950, à asseoir en Espagne le stéréotype de l'émigrant : un homme, jeune et sain, abandonnant son pays pour des raisons économiques. C'était pourtant inexact

⁷ Jacques Gillen, « La transparence des femmes migrantes dans les archives », *Sextant*, n° 21-22, 2004, p. 17-35. Mareike König, « Itinéraires de domestiques allemandes à Paris vers 1900. Sources, méthodes et interprétations », *Sextant*, n° 21-22, 2004, p. 83-117. Ana Fernández Asperilla, « Identidades cruzadas. Mujeres españolas exiliadas y emigradas económicas durante la dictadura Franquista », dans Ana Fernández Asperilla (coord.), *Mujeres bajo el Franquismo: compromiso antifranquista*, Madrid, AMESDE, 2009, p. 185-209.

⁸ Ana Fernández Asperilla, Coro Lomas Lara, « Condición, trabajo e xénero na emigración española dos anos sesenta », *Dez Eme*, n° 4, 2001, p. 22-31. José Babiano, Ana Fernández Asperilla, « Las mujeres y la emigración: la persistencia de los viejos roles », dans José Babiano et Ana Fernández Asperilla, *La patria en la maleta. Historia social de la emigración española a Europa, op. cit.* (chapitre 6, p. 205-244) ; Ana Fernández Asperilla, « Identidades cruzadas. Mujeres españolas exiliadas y emigradas económicas durante la Dictadura franquista », *op. cit.* p. 185-209. Ana Fernández Asperilla, « Emigración, cultura política y género: un análisis a partir de la presencia femenina en el asociacionismo de los españoles en París durante la segunda mitad del siglo XX », dans Ana Fernández Asperilla (ed.), *Gente que se mueve. Cultura política, acción colectiva y emigración española*, Madrid, Fundación 1° de Mayo, 2010, p. 317-339. Ana Fernández Asperilla, « Mujeres, emigración y compromiso político: la visualización de un fenómeno », dans Ángeles Egido et Ana Fernández Asperilla (ed.), *Ciudadanas, militantes, feministas. Mujer y compromiso político en el siglo XX*, Madrid, Eneida, 2011, p. 199-231. Susana Alba, Ana Fernández Asperilla, « Mujeres emigradas y activismo sociopolítico: la experiencia de las españolas en el siglo XX europeo a través de estudios de caso », Madrid, *Estudios de la Fundación 1° de Mayo*, n° 90, 2014.

puisque les Espagnoles avaient déjà été pionnières en matière d'émigration partant, depuis le XIX^e siècle, en l'Argentine, à Cuba, en Uruguay ou au Mexique⁹.

La supériorité numérique des hommes dans les flux migratoires contribua également à alimenter l'image d'un émigrant masculin. Selon l'Institut espagnol d'émigration, entre 1962 et 1974, l'émigration « assistée » depuis l'Espagne vers l'Europe représenta 865 728 hommes et 172 542 femmes¹⁰. Le nombre moins important des femmes provoqua une ignorance des singularités de leurs départs, mais le stéréotype migratoire masculinisé était également le résultat d'une image empreinte d'idéologie. Alors que les départs des hommes étaient interprétés en termes économiques et qu'ils étaient jugés positifs à la fois pour les hommes qui les entreprenaient et pour l'ensemble du pays, les départs des femmes, au contraire, étaient entourés de connotations morales, apparaissaient comme un danger et étaient perçus négativement par la société dans son ensemble¹¹.

Dès lors que l'Institut espagnol d'émigration délégua à l'Église la gestion du regroupement familial, la vision moralisante des migrations féminines s'accrut. D'un point de vue symbolique, celles-ci furent dépouillées de leur signification économique pour se voir assigner une valeur familiale. Les déplacements des femmes se dotaient d'une valeur positive s'ils avaient lieu dans le cadre du regroupement familial, tandis qu'ils suscitaient la méfiance dans le cas où les femmes partaient seules. Toutefois, même dans le premier cas, le discours officiel déconseillait cette expérience aux Espagnoles. La stratégie qui consista à orienter les émigrantes depuis le ministère du Travail vers la sphère de l'Église permit au gouvernement de justifier qu'à l'étranger, les femmes n'étaient pas non plus traitées pour ce qu'elles étaient – des travailleuses, et ceci en accord avec la philosophie qui avait été institutionnalisée par le « Nouvel État » dans le cadre de la Charte du Travail : « L'État libérera la femme [...] de l'atelier et de l'usine¹². » En déconsidérant les déplacements féminins

⁹ María Xosé Rodríguez Galdó, « Cruzando el Atlántico ¿solas o en familia? migrantes españolas en las listas de pasajeros argentinas », *Historia Social*, n° 42, 2002, p. 59-80 ; María Xosé Rodríguez Galdó, « Lugar y presencia de las mujeres españolas en la emigración exterior », dans X. Amancio Liñares Giraut, *El protagonismo de la mujer en las corrientes migratorias españolas*, op. cit. p. 17-39 ; Pilar Cagiao, « Mujer y emigración en la historia contemporánea de Galicia : el caso americano (Cuba y el Río de la Plata) », dans Julio Hernández Borge et Domingo González Lopo, *Mujer y emigración...*, op. cit. p. 227-250 ; Pilar Cagiao, « Género y emigración : las mujeres inmigrantes gallegas en la Argentina », dans Xosé Manoel Nuñez Seixas, *La Galicia Austral. La inmigración gallega en la Argentina*, Santiago de Compostela, Editorial Biblos, 2001, p. 107-139 ; José Antonio Vidal, « A muller galega en Cuba: da exclusión a tutelaxe, 1898-1968 », *Estudios Migratorios*, n° 13-14, 2002, p. 191-245.

¹⁰ Instituto Español de Emigración, *Datos básicos de la emigración española 1975*, Madrid, Ministerio de Trabajo, p. 19. Le regroupement familial et l'émigration professionnelle en marge de l'IEE demeuraient en dehors des statistiques de ce dernier, Gloria Sanz Lafuente, « Un balance de las estadísticas históricas del flujo migratorio exterior, 1956-1985 », dans Joseba de la Torre, Gloria Sanz Lafuente (ed.), *Migraciones y coyuntura económica del franquismo a la democracia*, op. cit. p. 82.

¹¹ Les liens entre morale et émigration féminine étaient déjà évoqués dans les migrations transatlantiques. Voir à ce sujet José Carlos Moya, « Mujer, moral y trabajo en la emigración española a la Argentina », X. Amancio Liñares Giraut (coord.), *El protagonismo de las mujeres en las corrientes migratorias españolas*, op. cit. p. 101-123.

¹² Au sujet de la marginalisation juridico-professionnelle dans la législation espagnole, voir José Babiano, « Mujeres, trabajo y militancia bajo el Franquismo (materiales para un análisis histórico) », dans José Babiano (ed.), *Del hogar a la huelga. Trabajo, género y movimiento obrero durante el Franquismo*, Madrid, La Catarata, 2007, p. 25-77 ; Carmen Sarasúa, Carme Molinero, « Trabajo y niveles de vida en el Franquismo. Un estado de la cuestión desde una perspectiva de género », Cristina Borderías (ed.), *La historia de las mujeres : perspectivas actuales*, Barcelona, AEIHM, Icaria, 2009, p. 309-354 ; Rosario Ruíz Franco, *¿Eternas menores? Las mujeres en el Franquismo*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2007, p. 31-49. Au sujet de la discrimination professionnelle féminine dans la période pré-

professionnels, le gouvernement et l'Institut espagnol d'émigration ne se trouvaient pas dans l'obligation de s'occuper des émigrées puisque, dans le meilleur des cas, elles se déplaçaient pour rejoindre leur famille ou pour s'en occuper et, dans le pire des cas, pour se prostituer. L'Église était, par conséquent, l'organisme le plus adapté à leur prise en charge.

L'assimilation de l'émigration féminine à la prostitution était un héritage de la période de la Grande Émigration vers l'Amérique et continua d'être une composante du discours franquiste sur l'émigration. Les migrations continentales du XIX^e siècle avaient permis de découvrir l'existence de réseaux de prostitution, et certaines organisations caritatives d'Amérique et d'Europe avaient exercé une action protectrice face au danger que ces migrations comportaient pour les femmes. Une certaine image réductrice des déplacements féminins s'était ainsi développée, de telle sorte que ces migrations étaient en priorité identifiées à la traite des blanches, à la prostitution et à la morale libertine¹³. En d'autres termes, la dimension immorale prévalait sur l'aspect professionnel. La comparaison de l'émigration féminine et de la prostitution était telle dans l'imaginaire social qu'aller travailler à l'étranger comme employée domestique fut considéré à certains moments comme une étape vers la prostitution¹⁴. Le franquisme mit à profit l'assimilation des femmes à une image obscure des migrations afin de justifier sa politique patriarcale à l'étranger¹⁵. C'est pour cette raison que les autorités espagnoles, bien que les émigrées fissent l'objet d'abus dans le monde du travail, ne se préoccupèrent pas de les éviter, même si elles essayèrent d'empêcher leur exploitation sexuelle, du moins du point de vue du discours¹⁶. Cette image dénaturée des émigrantes permit aussi aux hommes

industrielle : Cristina Borderías, *Género y políticas del trabajo en la España contemporánea 1836-1936*, Barcelona, Icaria, 2007, p. 9-39.

¹³ Corine Nicolas, « La Société des Nations (SDN) mémoire de destins oubliés. Les réfugiées russes prostituées en Chine (1919-1939) », *Migrance*, n° 27, 2006, p. 38-48. Valérie Piette, « La protection des voyageuses. Une source pour l'étude des migrations féminines (XIX^e-XX^e siècles) », *Sextant*, n° 21-22, 2004, p. 261-277 ; Anne Summers, « Les initiatives des femmes britanniques pour la protection des migrantes (1830-1900). Des archétypes en concurrence », *Sextant*, n° 21-22, 2004, p. 241-260 ; Pilar Cagiao, « Mujer y emigración en la historia contemporánea de Galicia... », *op. cit.*, p. 227-250 ; la traite des Galiciennes dans Pilar Cagiao, « Género y emigración : las mujeres inmigrantes gallegas en la Argentina », dans Xosé Nuñez Seixas, *La Galicia Austral. La inmigración gallega en la Argentina*, *op. cit.*, p. 107-139.

¹⁴ José Carlos Moya, « Los gallegos en Buenos Aires durante el siglo XIX : inmigración, adaptación ocupacional e imaginario sexual », dans Xosé Manoel Nuñez Seixas, *La Galicia Austral. La inmigración gallega en la Argentina*, *op. cit.*, p. 69-87.

¹⁵ Nicole Fouché, Serge Weber, « Construction des sexualités et migration », *Migrance*, n° 27, 2006, p. 7-14 ; Françoise Guillemaut, « Trafics et migrations de femme, une hypocrisie au service des pays riches », *Hommes et Migrations*, n° 1248, 2004, p. 75-89. Sur la politique féminine du franquisme, Carmen Molinero, « Mujer, franquismo, fascismo. La clausura forzada en un mundo pequeño », *Historia Social*, n° 30, 1998, p. 97-117. Rosario Ruíz, *¿Eternas menores?...*, *op. cit.*, p. 24-30 ; José Babiano (dir.), *Del hogar a la huelga...*, *op. cit.*

¹⁶ *Boletín informativo*, n° 137, julio-agosto 1972, p. 16, consulté au Centre de documentation des migrations (Centro de Documentación de las Migraciones) de la Fundación 1^o de Mayo. Les conditions d'exploitation des domestiques galiciennes en Argentine sont décrites par Cagiao : salaires fixés unilatéralement par les patrons, heures de travail excessives et faibles possibilités de retraite, dans « Género y emigración... », *op. cit.*, p. 127. En Europe, Ana Fernández Asperilla, Coro Lomas Lara, « Condición, traballo e xénero na emigración española dos anos sesenta », *op. cit.*, p. 22-31. Pour des exemples de harcèlement sexuel et professionnel, voir Ana Fernández Asperilla et Coro Lomas, « Emigración y vida laboral: la correspondencia como fuente de documentación histórica », *Ofrim suplementos*, n° 8, 2001, p. 89-98. Valérie Piette, « La protection des voyageuses. Une source pour

politiques espagnols de transposer à l'étranger l'ordre social de classe propre à la dictature. En effet, les organisations chargées de protéger les émigrées reléguèrent les femmes sous tutelle à un rôle secondaire et encensèrent les femmes qui dirigeaient les organisations protectrices. Le rôle majeur de ces dernières était mis en exergue car elles étaient considérées comme porteuses d'une morale supérieure justifiant leur suprématie sociale et parce qu'en raison de leur position économique, elles employaient parfois comme domestiques chez elles ces « malheureuses émigrantes en danger ». La dictature voulut encadrer les émigrées au sein d'associations de bienfaisance de l'Église pour compenser l'impact qu'avait sur elles la confrontation à des sociétés démocratiques. Cela évitait en outre leur adhésion à des organisations d'opposition au franquisme et leur affiliation aux syndicats des pays d'accueil. Mais au lieu d'encourager la défense des intérêts des Espagnoles, le consulat avait recours, au contraire, aux Missions catholiques espagnoles en France qu'il considérait comme de meilleures alliées que le ministère du Travail espagnol pour freiner l'influence de la Confédération générale du travail (CGT) sur les émigrées. Telle fut la stratégie générale pour empêcher la contagion idéologique des cultures socialistes, anarchistes et communistes au sein de l'émigration, en raison de l'influence que celles-ci exerçaient sur le syndicalisme. D'où l'annonce faite en ces termes : « L'Église a déjà placé ses hommes dans le but qu'ils travaillent avec ardeur dans ces domaines¹⁷. »

L'émigration transformait les femmes qui partaient et celles qui restaient en Espagne en sujets passifs et éprouvés. Elle les condamnait à une existence difficile, suivant le discours de l'Église, et les seules réponses possibles étaient la résignation et l'abnégation. Les « veuves de vivants », dont les équivalents étaient les « veuves blanches » italiennes et portugaises, incarnaient cette image¹⁸. Le gouvernement espagnol soutenait que la sauvegarde des valeurs traditionnelles était la réponse féminine aux principes libéraux des pays d'accueil. Les migrations, selon le discours franquiste, étaient dangereuses pour les femmes ; ce danger était d'ailleurs l'une des différences supposées entre migrations masculines et féminines, le voyage même constituant une menace à l'intégrité morale des émigrées. Les filles qui défiaient le pouvoir en se rendant à l'étranger mettaient en danger leur réputation et leur honneur. Ainsi, les autorités tentaient de les dissuader afin qu'elles restent dans leur foyer ou qu'elles travaillent comme employées domestiques sur le sol espagnol. Le franquisme utilisa le discours et la législation pour les marginaliser professionnellement à l'étranger et se servit de la surveillance que l'Église exerçait sur les femmes. La surveillance à l'étranger fut un mécanisme d'influence politique des catholiques¹⁹. D'où l'appel de la Commission épiscopale d'émigration selon lequel « toute jeune femme devrait se sentir ambassadrice d'Espagne [en Belgique] – conciliant humilité et fierté – au sein de la famille pour laquelle elle travaille²⁰ ».

l'étude des migrations féminines », *op. cit.*, p. 261-296 ; Anne Summers, « La protection des migrantes britanniques », *op. cit.*, p. 241-260.

¹⁷ Cf. *Boletín Informativo de la Comisión Católica Española de Emigración*, n° 10, 1957.

¹⁸ Pilar Caglio, « Género y emigración: las mujeres inmigrantes gallegas en la Argentina », *op. cit.* ; Bruna Bianchi, « Les veuves blanches en Italie au XIX^e siècle », *Sextant*, n° 21-22, 2004, p. 55-83.

¹⁹ Francisco Duran Villa, « La exportación invisible: mujeres españolas emigrantes », dans X. Amancio Liñares Giraut, *Las mujeres en las corrientes migratorias...*, *op. cit.*, p. 39-63. Ana Fernández Asperilla, *Míneros, sirvientas y militantes. Medio siglo de emigración española en Bélgica*, Madrid, Fundación 1^o de Mayo, 2006, p. 17.

²⁰ Cf. *Boletín informativo del Secretariado de la Comisión Episcopal de Migraciones*, novembre-décembre 1975, p. 5-7.

L'incidence du discours sur le caractère familial – ou spirituel – des déplacements féminins conduisit à la construction en Espagne d'une image négative des émigrées, qui mettait l'accent sur la vulnérabilité de leur condition et sur la nécessité de les protéger. Cette image était liée au catholicisme social ainsi qu'aux théories scientifiques organicistes et du darwinisme social dont s'inspirait la droite réactionnaire espagnole du XX^e siècle²¹.

À l'étranger, une autre interprétation, alternative à la précédente, vit le jour. Cette dernière mettait en avant les valeurs positives de l'émigration féminine, ses avantages et l'effet libérateur du départ sur les femmes. Face au premier discours, l'argument avancé était celui de la condition salariée des émigrées, leur intégration professionnelle s'avérant plus facile à l'étranger qu'en Espagne²². Le second récit fut forgé à partir de l'expérience migratoire des femmes, mais aussi de l'intérêt des familles émigrées et des gouvernements suisse et allemand. Les trois insistaient sur le fait que la présence des femmes dans l'émigration devait être liée au marché du travail étranger et non pas exclusivement au regroupement familial, tel que le gouvernement espagnol le prétendait, en soutenant que : « Le lieu de travail des femmes n'était pas leur métier mais leur foyer²³. » Le désaccord fut résolu au profit d'une vision salariée des émigrantes qui s'imposa et fut normalisée au sein des collectivités expatriées à l'étranger. Ce sont elles qui apportèrent lors de la transition en dehors de la dictature ce principe démocratique – le droit des femmes au travail salarié. C'est ainsi que l'émigration cessa de percevoir le travail formel comme un droit exclusivement féminin, car ni sous la Seconde République ni pendant la guerre civile, quand la révolution sociale s'étendit dans la zone républicaine, cette conception discriminatoire n'était éradiquée en Espagne.

Malgré les améliorations qu'ont connues les femmes sous la Seconde République, le régime républicain de 1931 imposait des limites de genre sur le terrain professionnel, de sorte que les femmes rencontraient des obstacles pour évoluer professionnellement, voire pour accéder à la vie politique. Leurs perspectives d'emploi dans les ministères et dans le corps d'experts des douanes étaient aussi rognées. Même les milieux progressistes des années 1930 étaient réticents face au travail salarié des femmes ; ils alléguaient des limites biologiques, des responsabilités familiales et des conséquences socio-économiques pour la jeune République. Les femmes furent même rendues responsables du chômage croissant, et les syndicats réclamèrent leur expulsion d'emplois « impropres à leur sexe ». Parfois, elles se voyaient refuser l'accès à l'apprentissage formel, et elles étaient empêchées d'être promues à des postes plus qualifiés. Les syndicats défendaient l'égalité salariale comme stratégie pour empêcher la concurrence féminine sur le marché de l'emploi, et même des *leaders* progressistes comme Federica Montseny ou Margarita Nelken, qui étaient très critiques à l'égard de la subordination féminine, continuaient à tenir des

²¹ Teresa María Ortega, « Conservadurismo, catolicismo y antifeminismo: la mujer en los discursos del autoritarismo y el fascismo (1914-1936) », *Ayer*, n° 71, 2008, p. 53-83.

²² José Antonio Pérez, « Trabajo doméstico y economías sumergidas en el Gran Bilbao a lo largo del desarrollismo: un mundo invisible y femenino », dans José Babiano (ed.), *Del hogar a la huelga...*, *op. cit.*, p. 77-138.

²³ Cf., Carmen Sarasúa, Carmen Molinero, « Trabajo y niveles de vida en el Franquismo. Un estado de la cuestión desde una perspectiva de género », *op. cit.*, p. 309- 355.

discours ambigus où il était toujours question de restreindre l'accès des femmes à certains emplois²⁴.

Les limitations imposées par le franquisme aux femmes en Espagne les poussèrent à l'émigration. Malgré la difficulté de l'expérience migratoire, les Espagnoles y trouvèrent des avantages, notamment dans le domaine professionnel. De plus, à partir de leurs expériences, elles élaborèrent un récit propre, différent du récit officiel, dans lequel elles jugeaient positivement leur séjour en Europe.

L'impulsion donnée à l'égalité des genres : l'accès au marché du travail formel en Europe et le suivi du droit des enfants à l'éducation

La dictature considérait l'émigration des femmes contraire aux intérêts de l'État, et la politique migratoire de ce dernier leur porta préjudice. La politique migratoire franquiste traitait différemment les femmes et les hommes, de sorte que face aux déplacements masculins et féminins, l'action du gouvernement varia. Deux exemples permettent d'apprécier clairement cette discrimination. Le premier est celui du déplacement d'hommes vers la mine belge, résultat d'un accord signé entre l'Espagne et la Belgique en 1956. Parallèlement, il y eut un flux migratoire équivalent de femmes parties travailler comme domestiques. Celui-ci ne fit l'objet d'aucune régulation alors qu'il existait pourtant un précédent dans le pays d'accueil²⁵. En effet, dans la période de l'entre-deux-guerres, l'arrivée de femmes de l'Est – polonaises, hongroises et tchécoslovaques – pour travailler comme domestiques en Belgique avait été minutieusement préparée²⁶.

Un exemple similaire peut être pris en France, où il est étonnant de constater comment, malgré l'insistance du gouvernement français, le gouvernement espagnol refusa de régulariser l'arrivée d'Espagnoles comme travailleuses domestiques dans l'hexagone. Au cours du processus de négociation pour un accord bilatéral d'émigration hispano-français en 1961, les autorités franquistes refusèrent de canaliser l'embauche des domestiques par le biais de contrats nominatifs. Les négociateurs français faisaient face à des obstacles insurmontables parce que le métier de domestique n'était pas régulé par le code du travail dans le pays d'origine :

²⁴ Mary Nash, *Mujer, familia y trabajo en España, 1875-1936*, Barcelona, Antrhopos, 1983, p. 40-60 ; Cristina Borderías, *Género y política del trabajo en la España contemporánea...*, *op. cit.*, p. 33. Mary Nash, *Rojas. Las mujeres republicanas en la Guerra Civil*, Madrid, Taurus, 2006, p. 41. De la même auteure : *Mujeres y Movimiento obrero en España, 1931-1939*, Barcelona, Editorial Fontamara, 1981 ; *Mujer, familia y trabajo en España, 1875-1936*, *op. cit.*, p. 40-63 ; *Trabajadoras: un siglo de trabajo femenino en Cataluña*, Barcelona, Generalitat de Catalunya, 2010, p. 91-125 ; Conchi Villar, « Género y clase: estrategias excluyentes del sindicalismo en el sector del metal. Barcelona (1900-1936) », dans Cristina Borderías, *Género y política del trabajo...*, *op. cit.*, p. 163-189 ; María Luisa Muñoz Abeledo, « Políticas patronales y sindicales en el sector de conservas de pescado (1890-1936) », dans C. Borderías, *Género y política del trabajo en la España contemporánea*, *op. cit.*, p. 227-253. Gloria Espigado Tocino, « Las mujeres en el anarquismo español (1869-1939) », *Ayer*, n° 45, 2002, p. 39-72. Rosario Ruiz Franco, *¿Eternas menores?...*, *op. cit.*, p. 31-47. Sur la discrimination féminine pendant l'exil, Pilar Domínguez, « La representación fotográfica de las exiliadas políticas en México », *Migraciones & Exilios*, 2003, n° 4, p. 51-66.

²⁵ Voir la description dans *Boletín informativo del Secretariado de la Comisión Episcopal de Migraciones*, nov.-dec. 1958, p. 5-7.

²⁶ Frank Caestecker, « L'influence du genre sur la politique d'immigration des économies industrielles (Europe occidentale, première moitié du XX^e siècle) », *Sextant*, n° 21-22, 2004, p. 221-241.

les domestiques n'étaient pas reconnues comme professionnelles en Espagne, et la Loi de Contrat de Travail ne leur était pas applicable. Autrement dit, les femmes furent exclues des programmes d'émigration assistée en France dans les années 1960²⁷. Par conséquent, au lieu d'éviter aux femmes la précarité, le gouvernement espagnol la favorisait, condamnant ces dernières à poursuivre leur carrière au sein de l'économie souterraine. Ce qui n'empêcha pas de nombreux départs : 200 000 domestiques espagnoles étaient employées en France en 1975 (et seul le quart était déclaré à la Sécurité sociale)²⁸. La déréglementation du travail rendait les femmes vulnérables car elles n'étaient pas protégées, le gouvernement franquiste les ayant orientées vers la sphère de l'Église. Cette dernière était ainsi chargée de leur tutelle morale et professionnelle, et leur trouvait du travail, comme à la Mission catholique de Paris ou au *Solar* espagnol de Bordeaux²⁹. L'Église leur dispensait aussi une formation professionnelle qui était en réalité un endoctrinement dans les valeurs du national-catholicisme. Nous en avons un exemple avec l'enseignement dispensé par une religieuse espagnole qui permettait aux émigrées de travailler dans le service social à Bruxelles. Les cours de couture et de confection de vêtements, de langues, de danses folkloriques ou de théâtre donnés par les Missions catholiques après la messe du dimanche illustrent également cette tendance³⁰. La politique franquiste consista également à organiser la sociabilité des émigrées au sein de l'Église, ce qui permettait de les surveiller et de les protéger des dangers liés à l'émigration, pour reprendre les termes du cardinal de Tarragone : « L'un des plus graves [problèmes] est le nombre insoupçonnable de filles qui vont chercher un travail de domestique, échappant ainsi au contrôle de nos autorités consulaires³¹. » Si les autorités franquistes ne se souciaient guère d'éviter l'exploitation professionnelle des émigrantes, l'intégration des femmes sur le marché du travail formel européen leur permit d'acquérir un degré d'autonomie personnelle inenvisageable dans leur pays d'origine. En outre, dans l'esprit des migrants, l'incorporation des femmes au marché salarié européen normalisa l'idée selon laquelle celles-ci avaient le même droit au travail que les hommes. Ainsi, il y eut une avancée positive, réelle et symbolique dans l'égalité des genres.

²⁷ D'après María José Fernández Vicente, *Émigrer sous Franco. Politiques publiques et stratégies individuelles dans l'émigration espagnole vers l'Argentine (1945-1965)*, Lille, Atelier national de reproduction des thèses, 2004, p. 126-127. De la même auteure, « Entre mercados laborales y fronteras estatales. La emigración de trabajadores españoles a Francia (1955-1982) », dans Joseba de la Torre et Gloria Sanz Lafuente, *Migraciones y coyuntura económica del franquismo a la democracia*, op. cit., p. 237-255. Le service domestique n'était pas régulé au même titre qu'une activité professionnelle ordinaire et n'était pas soumis à la réglementation du travail. José Babiano, « Mujeres, trabajo y militancia laboral bajo el Franquismo (Materiales para un análisis histórico) », op. cit., p. 34.

²⁸ *Boletín Informativo del Secretariado de la Comisión Episcopal de Migraciones*, nov.-dec. 1975, p. 5-7.

²⁹ Ana Fernández Asperilla, « Los emigrantes españoles en París a finales del siglo XIX y en el primer tercio del siglo XX. La Sociedad de Socorros Mutuos el Hogar de los Españoles », *Hispania*, n° 211, 2002, p. 505-519. Voir également, Ana Fernández Asperilla, « El asociacionismo de los emigrantes españoles en Europa », dans Juan Andrés Blanco et Arsenio Dacosta (eds.), *El asociacionismo de la emigración española en el exterior: significación y vinculaciones*, Madrid, Sílex, 2014, p. 243-259.

³⁰ Collection photographique du *Solar* espagnol de Bordeaux, Centro de Documentación de las Migraciones (CDM) de la Fundación 1^o de Mayo.

³¹ Cf., *Boletín informativo de la Comisión Católica Española de Migración*, n° 38, 1956, p. 72-73. Le chef d'État insistait sur la surveillance des émigrées, d'après Bruno Tur, « Femmes séduites et forcément enceintes. La sexualité des immigrées espagnoles sous le regard de leurs villages d'origine », *Migrance*, n° 27, 2006, p. 79-86.

L'expérience la plus commune que les émigrantes partagèrent à l'étranger fut celui du travail de domestique. Le service domestique constitua la principale porte d'entrée vers le marché du travail des pays d'accueil, et même si les conditions de travail étaient dures en Europe, elles étaient meilleures qu'en Espagne. Si le fait de cohabiter avec une famille sans dominer sa langue constituait une difficulté, le changement s'avérait positif car les travailleuses amélioraient leur salaire, leurs horaires de travail, diminuaient leur charge de travail et étaient considérées par leurs employeurs avec plus de respect que dans le pays d'origine. D'après leurs témoignages, elles avaient laissé en Espagne une ambiance de travail oppressante et des conditions de vie extrêmement difficiles³².

L'incorporation massive des Espagnoles dans le service domestique européen démontre que les migrations féminines furent sans conteste des migrations de travail. Quand elles se mariaient, les Espagnoles avaient pour habitude d'abandonner le travail domestique avec logement chez l'employeur. En Belgique, les mariages entre domestiques et mineurs espagnols étaient habituels. Les mineurs étaient très bien rémunérés, et les entreprises leur fournissaient un logement, ce qui permettait aux Espagnoles de cesser d'exercer le travail de domestique avec logement chez l'employeur afin que l'idéal féminin de « l'ange du foyer » devienne une réalité. En fait, elles passaient du statut de domestique à celui de maîtresse de maison, une situation plus confortable qui leur donnait en outre le sentiment de promotion sociale. Cependant, le contexte du pays d'accueil favorisait leur retour sur le marché de l'emploi, ce qui constituait une différence notoire avec l'Espagne franquiste, où la réglementation du travail fixait la dot, obligeant les femmes à abandonner l'entreprise au moment du mariage³³.

D'après la description faite par Laura Oso, la profession de domestique en France impliquait une intense domination de classe, dont les émigrantes se défendaient par leur indifférence – comme l'ont expliqué Isabelle Taboada-Leonetti et Michèle Guillon qui ont décrit de quelle manière les Espagnoles coulaient des jours discrets dans les quartiers bourgeois de Paris³⁴. Cependant, la crise de la domesticité entraîna la recherche d'autres emplois en Europe, en lieu et place du traditionnel schéma des domestiques logés chez leurs employeurs. Ainsi, l'aide-ménagère rémunérée à l'heure était une catégorie qui rendait les travailleuses plus indépendantes, les libérait de l'obligation de vivre sous le regard attentif de leur patron, leur donnait plus de temps libre et leur permettait de compléter leur salaire grâce à des activités additionnelles, telles que sortir les poubelles ou nettoyer les cages d'escalier des immeubles. Il se passait la même chose en Belgique qu'en France, et il était de plus en plus fréquent de

³² Témoignages de la Collection *Vidas de Emigrantes*, du CDM de la Fundación 1^o de Mayo. Natacha Lillo, « Migrantes en "matrones prolíficas" et "femmes actives" de la seconde génération, mythe ou réalité ? », dans Natacha Lillo (dir.), *Italiens, Espagnols et Portugais en France au XX^e siècle, regards croisés*, Paris, Publibook Université, 2008, p. 67-82. Sur la politique professionnelle comme instrument répressif et courroie de transmission des bases idéologiques de la dictature, Margarita Vilar, "El mercado de trabajo como estrategia política del régimen franquista (1936-1975)", *op. cit.*

³³ La loi réglementation du travail établissait en 1942 la dot : Carmen Sarasúa, Carmen Molinero, « Trabajo y niveles de vida en el Franquismo. Un estado de la cuestión desde una perspectiva de género », *op. cit.* dans Rosario Ruíz Franco, *¿Eternas menores?...*, *op. cit.*, p. 45. José Babiano, « Mujeres, trabajo y militancia laboral bajo el Franquismo », *op. cit.*, p. 30.

³⁴ Laura Oso, « Bonnes et concierges espagnoles à Paris : immigration et rapports de domination de classe dans le secteur professionnel du service domestique », *Exils et migrations ibériques au XX^e siècle*, 2006, n° 2, p. 241-271 ; Isabelle Taboada-Leonetti, Michèle Guillon, *Les immigrés des beaux quartiers. La communauté espagnole dans le XVI^e arrondissement de Paris*, Paris, L'Harmattan, 1987.

penser que les domestiques devaient être traitées avec humanité et distance paternelle. Dans les deux pays, le travail domestique payé à l'heure permit aux Espagnoles d'être moins soumises dans leurs relations professionnelles en comparaison avec ce qu'elles pouvaient endurer dans l'Espagne franquiste³⁵.

En France, les Espagnoles avaient également la possibilité d'abandonner le service domestique avec logement chez l'employeur pour prendre en charge une loge comme concierges. Tandis qu'elles s'occupaient de leurs enfants, les émigrées recevaient un salaire et disposaient d'un logement gratuit ou très bon marché, ce qui permettait aux femmes mariées de rester au foyer et d'y apporter leur contribution économique³⁶. Même si cette stratégie était, en apparence, avantageuse parce qu'elle donnait un logement, accroissait les économies et anticipait théoriquement le retour en Espagne, elle maintint les familles dans de très mauvaises conditions de logement. Les maisons des concierges étaient de petite dimension, dépourvues de toilettes, et les familles espagnoles s'y entassèrent, croyant que leur retour était imminent, retardant celui-ci *sine die*, ce qui entravait la recherche d'un autre logement plus digne³⁷.

Il arrivait que les femmes passent du service domestique à l'industrie. Le changement se produisait après de longues années en tant que servantes en Europe, et elles accédèrent à des postes d'ouvrières exigeants. Elles percevaient le changement comme une promotion sociale parce qu'elles devenaient ouvrières ou parce que les travaux étaient plus propres que ceux qu'elles avaient pu réaliser en Espagne. En Allemagne, la grande industrie absorbait la majorité de la main-d'œuvre féminine espagnole ; en Angleterre, les femmes travaillaient pour le service domestique, l'hôtellerie et les hôpitaux ; en Suisse elles étaient également dans l'hôtellerie et le service domestique³⁸.

Les carrières professionnelles féminines étaient interrompues parce que les femmes rentraient en Espagne afin de s'occuper d'un membre de leur famille – parents ou beaux-parents, ce qui n'arrivait jamais dans les processus migratoires masculins. Il s'agit ici de l'une des autres singularités des trajectoires professionnelles des femmes de l'émigration. À leur retour dans le pays d'accueil, elles étaient à nouveau employées dans le secteur des soins – aux personnes âgées, enfants ou personnes dépendantes –, ou elles trouvaient des ménages dans les bureaux ou chez les particuliers. Elles avaient pour habitude de le faire dans le cadre de l'économie souterraine, parfois en raison de la volonté de leur mari, qui prétendait ainsi réduire la pression fiscale sur le foyer. À court terme, le travail informel féminin représentait la plus grande part de l'épargne familiale et contribuait largement à assumer les frais de retour au pays d'origine, mais à long terme, il portait un sérieux préjudice aux femmes.

³⁵ Laura Oso, *Españolas en París. Estrategias de ahorro y consumo en las migraciones internacionales*, Barcelona, Bellaterra, 2004 ; Ana Fernández Asperilla, *Mineros, sirvientas y militantes. Medio siglo de emigración española en Bélgica*, *op. cit.*

³⁶ Cristina Borderías, Pilar Pérez Fuente, « Mujeres, trabajos y economías familiares en España (siglos XIX y XX) », dans Cristina Borderías (dir.), *La historia de las mujeres*, *op. cit.*, p. 269-308.

³⁷ Ana Fernández Asperilla, « Que treinta años no es nada...j Entre la exclusión y la fragilidad social: los emigrantes españoles de tercera edad retornados », dans Ubaldo Martínez Veiga (dir.), *Situaciones de exclusión de los emigrantes españoles ancianos en Europa*, FACEEF et All, Paris, 2000, p. 217-265. Sur les domestiques en France : Laura Oso, « Chambres, loges, *pubellas* et *burones*: stratégies professionnelles et mobilité sociale des Espagnoles à Paris », *Migrance*, hors-série, 2007, p. 46-56.

³⁸ Jose Babiano, Ana Fernández Asperilla, *La patria en la maleta...*, *op. cit.* ; Gloria Sanz Lafuente, « Mujeres españolas emigrantes y mercado laboral en Alemania, 1960-1975 », *Migraciones & exilios*, 2006, n° 7, p. 27-51.

Leurs trajectoires professionnelles précaires et souterraines se traduisirent par une absence absolue de droits à la retraite ou par le fait de percevoir des pensions inférieures à celles des hommes. L'exploitation des femmes par leurs employeurs étrangers, l'absence de protection du gouvernement espagnol et l'idéologie machiste qui subordonnait les intérêts des femmes à ceux de la famille, furent la cause des faibles salaires des émigrantes. La fin de leur vie professionnelle fut accélérée par la reconversion industrielle dans les décennies 1970 et 1980 en Europe, ayant également comme répercussions la baisse des retraites des émigrées³⁹.

Arrêtons-nous à présent sur un autre aspect de l'intégration professionnelle féminine à l'étranger, la participation des émigrantes dans les syndicats des pays d'accueil. Si cela ne fut pas une participation majoritaire, il apparaît que des femmes conseillaient leurs compatriotes au sein de la CGT française ou de la NNV hollandaise. Elles informaient les domestiques de leurs droits professionnels et elles exerçaient en tant que déléguées syndicales en France : Paquita Merchán à la Samaritaine fut aussi déléguée à la prévention des risques professionnels ; Petra Fernández affirma avoir réalisé des tâches syndicales dans des entreprises de textile parisien, et les noms d'autres femmes qui aidaient leurs compatriotes en France nous sont connus : Aurora Ros, Mercedes Núñez, Pilar Medrano ou Ubalda. Visitación Valverde fut déléguée syndicale dans l'entreprise hollandaise Hoogovens⁴⁰.

Si l'intervention des Espagnoles comme déléguées syndicales fut minoritaire, le fait pour les femmes de se rendre dans des syndicats à Paris ou à Bruxelles afin de s'intéresser à leurs droits professionnels eut plus d'importance⁴¹. Qu'elles soient représentantes syndicales, conseillères ou bénéficiaires des services juridiques des syndicats, leur rôle de salariées s'imposait dans les trois cas sur celui de simples accompagnatrices des hommes ou de responsables de famille. Parfois, le rôle de premier plan des femmes ne fut pas individuel mais collectif, et s'exprima à travers la défense que firent les Espagnoles des droits professionnels. Dans l'usine allemande de biscuits Balhsen, sur les 600 femmes qui avaient été employées, 350 furent licenciées pour avoir protesté contre la détérioration de leurs conditions de travail. D'un point de vue symbolique, le conflit a été comparé, en matière de renforcement du pouvoir des Espagnoles, à la grève des travailleuses de la Fabrique nationale d'armes de Herstal (Belgique) de 1966, un jalon de la lutte féminine pour l'égalité marqué par l'exigence de la part des femmes de l'égalité salariale avec les hommes.

Un autre cas de renforcement du pouvoir féminin se produisit au cours du conflit qui opposa, en 1971, 40 Espagnoles de l'entreprise Alpha Hôtel d'Amsterdam à la direction qui voulait les loger à trois kilomètres de leur centre de travail. En Hollande, les nettoyeuses espagnoles qui étaient employées par Hoogovens voulurent empêcher la sous-traitance et se rendirent au tribunal pour se défendre. Dans

³⁹ Ubalgo Martínez Veiga (dir.), *Situaciones de exclusión de los emigrantes españoles ancianos en Europa*, op. cit.

⁴⁰ Ana Fernández Asperilla, « Francisca Merchán. Unha vida de exilio e emigración », *Dez eme*, n° 4, 2001, p. 70-72. Steven Adolf, *Mi casa su casa. A la mesa con emigrantes españoles*, De Nieuwe Haagsche, 2012, p. 68-85. Historiquement, les syndicats, malgré leurs contradictions, furent des espaces de promotion des émigrants : « Le mouvement ouvrier aux travailleurs immigrés. Entretien avec René Gallissot », *Hommes & Migrations*, n° 1263, 2006, p. 99-105. Ana Fernández Asperilla, « Emigración, cultura política y género: un análisis a partir de la presencia femenina en el asociacionismo de los españoles en París durante la segunda mitad del siglo XX », op. cit., p. 331.

⁴¹ Il y avait 4 000 domestiques espagnoles à Bruxelles, et le syndicat CSC aménagea un bureau pour les recevoir en rendez-vous. Selon *Memoria de la Comisión Episcopal de Migración desde su constitución hasta la fecha, 31 de marzo de 1962*, consultation au CDM de la Fundación 1° de Mayo.

l'industrie textile de Nancy (France), les émigrantes participèrent à une grève en 1974 pour exiger l'égalité des salaires et un traitement plus respectueux. En 1973, au sein de la compagnie allemande Wiesloch-Walldorf, où étaient employées 600 Espagnoles, les femmes luttèrent contre la tentative de l'entreprise de supprimer la cinquième semaine de vacances pour les étrangers⁴².

La défense de leurs droits collectifs donnait aux Espagnoles de la visibilité et une image de femmes modernes, indépendantes et combatives⁴³. Au contraire, leur présence au sein des espaces de sociabilité de l'Église rendait plausible la lecture morale de l'émigration véhiculée par la dictature franquiste. Ajoutons la visibilité sociale et le pouvoir grandissant acquis par les émigrantes après que celles-ci eurent réclamé le droit de leurs enfants à l'éducation maternelle.

L'éducation des enfants est un autre domaine dans lequel les femmes intervinrent à l'étranger. Les émigrantes déployèrent un effort collectif considérable tant pour créer que pour participer à l'amélioration et au maintien des cours de langue et de culture maternelles dans les pays de résidence. De plus, leur action collective dans le champ éducatif donna lieu à des résultats positifs qui durèrent dans le temps et qui leur apporta une visibilité significative.

La création des cours de langue et de culture espagnoles (ALCES) dans les pays d'accueil était le reflet, dans les deux décennies 1960 et 1970, d'une philosophie similaire à celle qui inspira les Missions pédagogiques, créées par la Seconde République dans le but de rendre universel le droit de la population à la culture et à l'éducation. Quant aux émigrantes, elles s'inspirèrent de leur expérience dans les États-providence européens où elles apprirent le rôle qui y était accordé à l'éducation comme instrument d'égalité des chances. Les émigrantes ne furent pas influencées par les politiques éducatives des républicains espagnols des années 1930. Le mérite du programme éducatif, toujours en vigueur, repose sur le succès qu'il eut alors, sur son utilité sociale contrastée, et sur le fait que ce sont les émigrantes qui en furent les actrices et non pas des instituteurs émigrés ni des personnes instruites qui avaient donné une impulsion à la réforme éducative de la Seconde République ou qui avaient créé au Mexique des institutions pour la scolarisation des enfants de républicains⁴⁴. Prenons deux exemples pour démontrer le succès atteint par la mobilisation féminine dans le domaine de la réclamation du droit des enfants à l'éducation. À Genève, les émigrées fondèrent une école alternative au système éducatif officiel parce que les enfants des immigrés en situation irrégulière n'y étaient pas admis ; les autorités helvétiques furent poussées à adopter une politique inclusive à l'égard des enfants immigrés qui avaient préalablement été exclus du système. Nous trouvons un

⁴² *Información Española*, 1974, n° 116, p. 17 ; *Unión Española*, 1972, n° 22, p. 2. José Babiano, Ana Fernández Asperilla, *La patria en la maleta...*, op. cit., p. 179-780.

⁴³ Monika Mattes, « *Les travailleuses immigrées, la politique de genre et le marché de travail ouest-allemand (1955-1973)* », *Sextant*, n° 21-22, 2004, p. 161-185. Ana Fernández Asperilla, « Emigración, cultura política y género: un análisis a partir de la presencia femenina en el asociacionismo de los españoles en París durante la segunda mitad del siglo XX », dans Ana Fernández Asperilla (ed.), *Gente que se mueve. Cultura política, acción colectiva y emigración española*, op. cit., p. 317-339. Ana Fernández Asperilla, « Los emigrantes españoles en el sindicalismo belga y holandés », en Manuela Aroca (dir.), *Presencia y activismo de los españoles en las organizaciones sindicales europeas, 1960-1994*, Madrid, Fundación Largo Caballero, 2011, p. 82-142.

⁴⁴ 14 527 enfants bénéficièrent des *Agrupaciones y Aulas de Lengua y Cultura Españolas* au cours de l'année scolaire 2015-2016. D'après le ministère de l'Éducation, de la Culture et du Sport (Ministerio de Educación, Cultura y Deporte), *Comentarios a los acuerdos sobre el programa Alce del IV Pleno del IV Mandato del Consejo General de la Ciudadanía Española en el Exterior*, Madrid, 2016.

deuxième exemple en France où les enfants qui avaient des besoins éducatifs particuliers eurent accès aux cours de langue et de culture maternelles, ouvrant ainsi à ces élèves le droit à l'éducation du pays d'origine⁴⁵.

La description des réussites des Espagnoles, sur le terrain professionnel et éducatif, démontre que le rôle central des femmes fut supérieur à celui qu'on l'on pourrait déduire de leur moindre poids numérique dans les flux migratoires. Pour étudier les migrations féminines, il convient donc d'avoir recours à des critères d'analyse différents de ceux appliqués aux migrations masculines. Les logiques comportementales masculines et féminines ne répondent pas, dans l'émigration, aux mêmes motivations ni aux mêmes intérêts.

Singularités des processus migratoires féminins vers l'Europe de la seconde moitié du XX^e siècle

Pour connaître le véritable rôle des Espagnoles dans l'émigration de la seconde moitié du XX^e siècle, il a fallu envisager cet objet de façon nuancée, considérer des catégories analytiques et des perspectives d'étude différentes de celles qui peuvent être envisagées dans le cadre d'une recherche sur les processus migratoires masculins. Cela exigeait également une autre interprétation des sources.

L'une des premières difficultés – déjà évoquée – relève de l'obtention d'informations. Il était plus problématique de trouver des données spécifiques sur les femmes que sur les hommes dans les sources traditionnelles ; ainsi, les actions des femmes s'estompèrent dans le panorama migratoire général. Les chercheurs durent fouiller dans les documents pour trouver des éléments sur la vie des émigrantes. Mais les informations recueillies sont parfois indirectes, obtenues au regard de leur rôle d'épouses d'hommes ayant émigré ou parce qu'elles faisaient partie de familles qui laissèrent une trace d'elles dans les dossiers administratifs⁴⁶.

Les autres prémisses nécessaires à la compréhension du rôle des femmes dans les courants migratoires, au-delà des versions standardisées, sont les suivantes : l'analyse des statistiques s'avère insuffisante pour déterminer le poids des femmes dans les migrations, et ceci dans une plus large mesure que pour les hommes. Non seulement parce que les statistiques se révèlent déficientes et susceptibles d'offrir une image faussée, en raison de l'irrégularité des départs et de la mauvaise qualité des registres consulaires, mais aussi à cause de la supériorité que les aspects qualitatifs acquièrent dans les déplacements féminins et du rôle joué par les femmes restées en Espagne alors que leur mari se rendaient à l'étranger.

Le rôle joué par les épouses des émigrants qui restèrent dans leur pays d'origine est indispensable dans l'analyse des migrations. En effet, il faut prendre en compte les deux facettes de leur rôle : celle des femmes qui prenaient la voie de l'émigration et

⁴⁵ José Babiano, Ana Fernández Asperilla, *La patria en la maleta...*, *op. cit.*, p. 205-245.

⁴⁶ Nancy Green, *Repenser les migrations*, Paris, PUF, 2006, p. 11-26 ; Rocío García Abad, « Un estado de la cuestión de las teorías de las migraciones », *Historia Contemporánea*, n° 26, 2003, p. 329-353 ; Jacques Guillen, « La transparence des femmes migrantes dans les archives », *op. cit.*, p. 17-34 ; Sarah Vanessa Losego, « Les sources administratives et l'histoire des femmes migrantes. Exemple de trois histoires retracées à partir d'un même dossier de naturalisation », *Sextant*, n° 21-22, 2004, p. 41-55 ; Anne Morelli et Eliane Gubin, « Pour une histoire européenne des femmes migrantes », *Sextant*, n° 21-22, 2004, p. 7-17 ; Ofelia Rey Castelao, « Las migraciones femeninas de Antiguo Régimen en su contexto europeo », dans Julio Hernández Borge et Domingo González Lopo, *Mujeres y emigración...*, *op. cit.*, p. 39-69.

celle des femmes qui restaient en Espagne. Ainsi, si le nombre des premières fut inférieur à celui des hommes – d'où il serait possible de déduire que leur expérience fut moins significative –, le poids des secondes augmente et prend de la valeur si l'on observe le rôle joué dans leur pays d'origine. L'effort mené dans l'Espagne franquiste compense leur présence numérique moindre à l'étranger.

Bien que le rôle des Espagnoles fût plus complexe, pluriel et changeant que celui des hommes, les résultats des recherches menées à ce sujet donnent l'image exactement contraire. Ainsi l'émigration masculine a-t-elle été mise en valeur alors que l'émigration féminine est passée inaperçue. L'analyse simultanée des deux espaces, celui du pays d'origine et celui du pays d'accueil, permet de conclure à l'équivalence des rôles masculin et féminin. Le dernier a une dimension que n'a pas le premier. Pour cette raison, il convient de faire disparaître l'idée de subordination ou du rôle subalterne des femmes dans les processus migratoires du XX^e siècle. Puisqu'il existe une complémentarité de leurs rôles, on ne peut penser à une hiérarchie qui assignerait aux hommes un rôle principal et aux femmes un rôle secondaire. Au contraire, il est nécessaire de comprendre qu'il s'agit ici de facettes parallèles permettant la construction de réseaux où circulent, entre autres choses, les ressources économiques, la solidarité intergénérationnelle, les soins, l'affection, l'amitié, les intérêts, ce qui est fondamental dans les migrations⁴⁷.

Par ailleurs, à l'étranger, les formes de l'émigration féminine et masculine apparaissaient interchangeable. Hommes ou femmes partaient comme pionniers, comme accompagnants, ou dans le cadre de processus de regroupement familial. En revanche, seules les femmes s'occupaient des enfants dans le pays d'origine, et, en leur absence, ce sont d'autres femmes qui s'en chargeaient dans un contexte où les soins familiaux ne relevaient pas du marché du travail.

Actuellement, les migrations de femmes latino-américaines et africaines vers l'Espagne sont étudiées à travers le prisme des chaînes globales de soins. Ce concept de chaînes globales de soins semble être une variante aux réseaux migratoires et fait référence à une réalité qui dépasse les frontières. Cette catégorie analytique est susceptible d'être appliquée rétrospectivement dans le cadre d'études sur les émigrantes espagnoles au sein de flux migratoires passés⁴⁸. Dans les chaînes globales de soins, les immigrées s'occupent des enfants et des personnes âgées des pays d'accueil, et, à leur tour, dans les pays d'origine, ce sont d'autres femmes – sœurs et grands-mères – qui s'occupent des enfants des premières. En échange, les secondes reçoivent des ressources économiques que les premières envoient depuis l'Espagne sous la forme d'une rémunération salariale. Ainsi, une chaîne internationale de soins et de ressources économiques se met en place, et les possibilités d'emploi féminin se multiplient, dans le lieu d'origine comme dans le lieu de destination. Précisément, à partir de l'arrivée en Espagne, dans la décennie 1980, de femmes immigrées, les Espagnoles accédèrent plus aisément au marché du travail formel, en transférant la responsabilité des soins aux femmes immigrées.

Les conséquences économiques engendrées par la présence de travailleuses étrangères, parmi lesquelles les Espagnoles, sur les États-providence européens

⁴⁷ María Xosé Rodríguez Galdo, María del Pilar Freire y Anxeles Prada, « Mujeres que emigran, mujeres que permanecen. Contribución a un estudio de la relación entre mujeres y economía campesina. Galicia 1880-1930 », *Arenal*, 1999, n° 6, p. 264-279.

⁴⁸ Magdalena Diaz Gorkinkiel, « El mercado de trabajo de los cuidados y la creación de las cadenas globales de cuidado: ¿cómo concilian las cuidadoras? », *Cuadernos de Relaciones Laborales*, n° 2, vol. 26, 2008, p. 71-89.

devraient être mesurées quantitativement dans le passé et à l'heure actuelle. D'une manière générale, la mise en relation du rôle des femmes et de l'amélioration des conditions de vie des communautés expatriées et des parents restés en Espagne est une perspective d'analyse adéquate. En conséquence, les carrières féminines furent souvent plus fragmentées que celles des hommes. Les femmes les interrompaient pour rentrer dans leur pays d'origine et renonçaient à leurs emplois afin de s'occuper des personnes âgées en Espagne⁴⁹.

L'âge des femmes est important pour l'étude des migrations féminines, et celles-ci doivent être analysées à la lumière de ce facteur. Dans les sociétés d'accueil, les femmes prenaient une place plus importante quand elles avaient atteint l'âge mûr. En revanche, l'étape initiale des processus d'expatriation constituait le moment où les hommes avaient plus d'importance pour les colonies. L'activité sociale et politique des jeunes émigrants était alors supérieure à celle des femmes parce que les tâches domestiques et familiales leur étaient dévolues, mais la disposition des femmes à prendre la tête des collectivités extérieures s'intensifia à partir du moment où les enfants grandirent. D'où l'importance de s'intéresser aux émigrantes d'un certain âge pour évaluer de façon appropriée leur apport. En ce qui concerne la prédisposition féminine à avoir un pouvoir croissant au sein des communautés extérieures, les retraites anticipées eurent un effet identique.

En général, le *leadership* des femmes au sein des collectivités expatriées se heurtait aux valeurs de la masculinité. Malgré cela, les émigrantes donnèrent une impulsion aux processus leur permettant d'accroître leur pouvoir ; ainsi, dans certains pays d'accueil, comme la Hollande, la direction des communautés d'émigrées incombait aux femmes⁵⁰.

Il convient de prêter attention aux différences entre les discours sur les pratiques migratoires. Par exemple, le franquisme argumentait qu'il était normal que les jeunes hommes émigrent dans la fleur de l'âge. Il s'agissait même d'une expérience souhaitable qui leur permettait d'évoluer professionnellement et d'obtenir une chance d'« avoir des opportunités » que l'Espagne n'offrait pas. Pour l'élite dirigeante, l'émigration était une médaille dont l'avvers était l'émigration masculine et l'envers l'émigration féminine. Le départ à l'étranger constituait un danger pour les jeunes femmes et une occasion d'enrichissement vital pour les jeunes hommes comparable au service militaire. Sous le franquisme, l'émigration prenait symboliquement la forme d'une expérience virile⁵¹. C'était une expérience de voyage qui poussait les jeunes hommes à quitter leurs petits villages en direction de lieux où ils étaient en contact avec des gens différents. De plus, puisqu'elle était conçue comme une expérience courte, elle devenait doublement positive pour les hommes. En revanche, pesait sur les femmes l'incertitude quant à leur avenir. Cette différence d'appréciation s'explique dans la mesure où l'émigration féminine heurtait le discours de la domesticité, qu'elle était contraire à la réalisation des tâches domestiques et

⁴⁹ José Babiano, Ana Fernández Asperilla, *La patria en la maleta*, *op. cit.* (chap. 6).

⁵⁰ Ana Fernández Asperilla, Susana Alba, « Mujeres emigradas y activismo sociopolítico. La experiencia de las españolas en el siglo XX europeo a través de estudios de caso », *op. cit.* ; Ana Cebreiros, « Formar para emigrar. Los cursos de emigrantes organizados por la Sección Femenina de FET-JONS », Juan Andrés Blanco y Arsenio Dacosta (eds.), *El asociacionismo de la emigración española en el exterior: significación y vinculaciones*, *op. cit.*, p. 553-563. Ana Fernández Asperilla, « Endoctrinement ou formation? Les émigrantes espagnoles, le travail et la qualification professionnelle vers le milieu du XX^e siècle », *Sextant*, 2004, n° 21-22, p. 185-220.

⁵¹ María del Carmen Muñoz, « Género, masculinidad y nuevo movimiento obrero bajo el Franquismo », dans José Babiano (ed.), *Del hogar a la huelga...*, *op. cit.*, p. 245-285.

qu'elle mettait en danger le bien-être du mari et des enfants. D'où le fait qu'à l'étranger les femmes fussent considérées comme une force secondaire dans le monde du travail. D'autre part, l'aspiration des femmes à l'indépendance économique représentait une menace qu'il fallait éradiquer, parce qu'elle facilitait leur émancipation⁵².

Il faut également prêter attention à un autre point, l'observation de la différence des politiques migratoires destinées aux femmes et aux hommes. Nous avons ainsi constaté que le fait de retenir les femmes en Espagne s'avérait favorable aux intérêts du franquisme. Mais, du point de vue des femmes, leur départ leur permettait de mettre fin à la marginalisation professionnelle à laquelle le franquisme les condamnait. Ce fut l'inverse pour les hommes dont l'émigration se trouva facilitée.

Un autre aspect à étudier est l'identification des effets émancipateurs sur les femmes émigrées. L'émigration facilita l'émancipation des Espagnoles. L'expérience migratoire fut à la fois difficile et enrichissante autant pour ceux qui la vivaient individuellement que collectivement. Elle permettait aux femmes de venir à bout de problèmes insolubles en se libérant par exemple d'ambiances familiales et sociales oppressives et de cadres politiques dictatoriaux. Les femmes furent parfois victimes d'exploitation sexuelle et professionnelle, mais, la plupart du temps, cette expérience améliora leur vie et celle de leur famille. L'émigration représentait une forme d'apprentissage, surtout pour les femmes de la première génération. À leur tour, elles devenaient des agents indispensables pour garantir le droit à l'éducation des générations suivantes. C'est un aspect dont il faut bien tenir compte dans l'analyse des migrations des femmes.

L'émigration permit aux femmes de prendre part à l'opposition antifranquiste car la lutte contre la dictature ne fut pas uniquement propre à l'exil. C'est ce que prouvent les mobilisations antifranquistes dans des pays où il y eut seulement une émigration économique : la Hollande, le Luxembourg, la Suisse, l'Allemagne ou la Belgique dans une moindre mesure. Dans tous ces pays, on constate que des émigrantes ont participé à des activités opposées au régime politique espagnol. Il est important de ne pas ignorer la dimension politique des émigrantes économiques.

La connaissance de l'émigration féminine espagnole a largement progressé ces dernières années : la manière dont les femmes sont intervenues dans les collectivités espagnoles à l'étranger est désormais mieux connue, tout comme certains aspects de leur retour dans leur pays, de leurs trajectoires professionnelles, de la construction de leur identité, particulièrement complexe dans les pays où exil et émigration coïncidèrent. Nous savons aussi que les femmes émigrées espagnoles furent un instrument du pouvoir politique utilisées autant par les organisations d'opposition que par les organisations catholiques pour accroître leur influence à l'extérieur. Malgré toutes les connaissances réunies sur les émigrées espagnoles, beaucoup de chemin reste encore à parcourir.

Traduit par Alexandra Danet-Leveillé

⁵² Carmen Sarasúa et Carmen Molinero, « Trabajo y niveles de vida en el Franquismo. Un estado de la cuestión desde una perspectiva de género », dans Cristina Borderías (ed.), *La historia de las mujeres: perspectivas actuales*, op. cit., p. 312-313, Giuliana Di Febo, « Nuevo Estado, Nacionalcatolicismo y género », Gloria Nielfa (ed.), *Mujeres y hombres en la España franquista: sociedad, política, cultura*, Madrid, Universidad Complutense de Madrid, 2003, p. 19-44.

L'auteur

Docteur en histoire, Ana Fernández Asperilla a une chaire d'histoire contemporaine à l'UNED et dirige le Centro de Documentación de las Migraciones de la Fundación 1^o de Mayo. Spécialiste de l'histoire des migrations économiques, elle centre ses travaux sur le mouvement migratoire des Espagnols vers l'Europe au XX^e siècle et sur les migrations féminines. Elle est l'auteur de nombreux ouvrages, notamment : *La patria en la maleta. Historia social de la emigración española a Europa; Mineros, sirvientas y militantes. Medio siglo de emigración española en Bélgica; Gente que se mueve. Cultura política, acción colectiva y emigración española; Miradas de emigrantes. Imágenes de la vida y cultura de la emigración española en Europa en el siglo XX; Ciudadanas, militantes, feministas. Mujer y compromiso político en el siglo XX; Crisis económica y nuevo panorama migratorio.*

Résumé

Cet article analyse la trajectoire des émigrantes espagnoles en Europe pendant deux décennies, au cours de la période allant de la création en 1956 de l'Institut espagnol d'émigration (Instituto Español de Emigración) jusqu'à la fin de la dictature franquiste en 1975. Notre attention se porte sur la vie quotidienne des émigrantes et sur l'étude de leurs processus migratoires. Après avoir examiné puis comparé les discours sur l'émigration féminine et masculine, deux aspects essentiels du discours quotidien tenu par les émigrantes dans les pays d'accueil seront examinés : celui relatif à l'insertion dans la vie active et celui qui relève du suivi de l'éducation des enfants. Dans les deux domaines, leurs expériences leur permirent à la fois de rendre possible le modèle féminin de « l'ange du foyer » et d'atteindre des niveaux d'autonomie personnelle inenvisageables dans l'Espagne franquiste. Enfin, sera suggérée une série d'aspects qui doivent être pris en compte dans l'étude de l'histoire des migrations afin de discerner les spécificités de l'émigration des femmes espagnoles dans la seconde moitié du XX^e siècle.

Mots clés : femmes ; émigration ; Espagne ; franquisme.

Abstract

“Spanish Emigrant Women in the Second Half of the 20th-Century: Discourse and Everyday Life”

This article examines the trajectory of Spanish emigrant women in Europe over two decades: from the time of the creation of the Spanish Institute of Emigration in 1956 (*Instituto Español de Emigración*) to the end of the Francoist dictatorship in 1975. I focus on the everyday life of emigrants and the study of their migratory processes. To this end, I begin by examining discourse relating to feminine and masculine emigration, comparing them between themselves. I then consider two essential aspects of the everyday discourse employed by emigrants in their host countries: that relating to their integration into the working world and that relating to the ongoing education of children. In both domains, their experiences allowed them to simultaneously observe the feminine model of the “angel in the house” and achieve levels of personal autonomy unthinkable in Francoist Spain. In the final section of this article, I identify a number of aspects that must be taken into consideration in studying the history of migrations if one is to discern the specificities of the emigration of Spanish women in the second half of the 20th-century.

Key words : Women; Emigration; Spain; Francoism.



Ana Fernández Asperilla, « Femmes espagnoles émigrées dans la seconde moitié du XX^e siècle. Discours et vie quotidienne », *Histoire@Politique*, [en ligne], n° 29, mai-août 2016, www.histoire-politique.fr

Pour citer cet article : Ana Fernández Asperilla, « Femmes espagnoles émigrées dans la seconde moitié du XX^e siècle. Discours et vie quotidienne », *Histoire@Politique*, [en ligne], n° 29, mai-août 2016, www.histoire-politique.fr